

Arrêté préfectoral

mettant en demeure la société SARA en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement pour ses installations situées ZI Californie sur la commune du Lamentin

LE PRÉFET

- Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L.511-1, L. 514-5 ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment son article L. 122-1 ;
- Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Vu le décret du 29 juillet 2022 portant nomination du préfet de la région Martinique, préfet de la Martinique - M. BOUVIER (Jean-Christophe) ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° R02-2022-08-23-00001 du 23 août 2022 portant délégation de signature à Madame Laurence GOLA de MONCHY, Secrétaire Générale de la Préfecture de la Martinique pour les affaires régionales de la Martinique en matière d'administration générale ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 041214 du 11 mai 2004 modifié autorisant la société SARA à poursuivre l'exploitation d'une raffinerie sur la commune de Lamentin ;
- Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 mars 2022 portant prescriptions complémentaires pour l'exploitation d'une chaudière au sein de la raffinerie exploitée par la SARA sur la commune du Lamentin et modifiant les prescriptions relatives aux rejets atmosphériques et aqueux ;
- Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées et le projet d'arrêté préfectoral transmis à l'exploitant par courriel en date du 26 octobre 2023, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- Vu le courriel de l'exploitant en date du 2 novembre 2023, informant de l'absence d'observations sur le projet d'arrêté ;

Considérant ce qui suit :

1. L'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral n° 041214 du 11 mai 2004 modifié susvisé fixe des valeurs limites de rejets d'effluents aqueux au point de rejet n°1 ;

2. L'article 8 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 mars 2022 susvisé précise que : « *En vue de respecter les valeurs limites de rejets en concentration moyenne annuelle fixées à l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral du 11 mai 2004 modifié, l'exploitant optimise ses systèmes de traitement des effluents ou met en œuvre des étapes de traitement supplémentaires tel que prévu par la MTD 13 décrite dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives au raffinage de pétrole et de gaz (BREF REF)* ».
3. Lors de la visite en date du 10 octobre 2023, l'inspection des installations classées a constaté les faits suivants :
 - des dépassements récurrents et importants des valeurs limites rejets azotés sur les 12 derniers mois (le taux de non-conformité étant de 100% sur 8 des 12 mois). Dans une moindre mesure, des dépassements sont également observés sur la DCO, la DBO₅ et les MES ;
 - l'optimisation des systèmes de traitement ou la mise en œuvre d'étapes de traitement supplémentaires en vue de remédier à ces non-conformités n'ont pas été mises en place par l'exploitant ;
4. Ces non-conformités sont de nature à porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;
5. Face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SARA de respecter les prescriptions de l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral n° 041214 du 11 mai 2004 modifié susvisé ainsi que celles de l'article 8 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 mars 2022 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Martinique,

ARRÊTE

Article 1 Obligations

La société anonyme de raffinerie des Antilles (SARA) exploitant une installation de raffinage et stockage de produits pétroliers sise ZI Californie sur la commune du Lamentin, est mise en demeure de respecter, avant le 30 avril 2024, les dispositions de l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral n° 041214 du 11 mai 2004 modifié susvisé ainsi que celles de l'article 8 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 mars 2022 susvisé.

Article 2 Sanctions

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans le délai prévu par ce même article, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 Délai et voie de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Fort-de-France, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 4 Publication et notification

Le présent arrêté sera notifié à la société SARA, transmis au maire du Lamentin, à la secrétaire générale de la préfecture, au directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement et, conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, sera publié sur le site internet des services de l'État pendant une durée minimale de deux mois.

Fort-de-France, le 10 NOV. 2023

Pour le Préfet et par délégation
la Secrétaire Générale
de la Préfecture de la Martinique

Laurence GOLADE MONCHY

